

Un accord pour calmer la crise politique

Après une nuit de négociations, les Vingt-Huit s'entendent pour créer des centres de migrants sur une base volontaire

BRUXELLES - envoyés spéciaux

Vendredi 29 juin, 4h30 du matin, à Bruxelles. La fatigue se fait sentir dans les travées désertées du Conseil européen quand Donald Tusk, son président, tweete sobrement qu'un accord vient enfin d'être trouvé entre les vingt-huit dirigeants des pays de l'Union européenne (UE).

«*Beaucoup prédisaient le triomphe de solutions nationales, mais ce soir c'est la coopération européenne qui l'a emporté*», affirme un peu plus tard le président français Emmanuel Macron, qui quitte les lieux à pied. «*L'Italie n'est plus seule, l'Europe sera plus solidaire*», se félicite de son côté le président du Conseil Giuseppe Conte, qui vient de vivre sa première nuit blanche bruxelloise. «*Nous aurons encore beaucoup à faire pour rapprocher les différents points de vue*», a nuancé la chancelière allemande, Angela Merkel.

Volontiers présenté comme «historique», ce rendez-vous décisif ne s'est pas achevé en pugilat et n'a pas donné l'image délétère d'une Europe divisée, au bord de l'explosion, comme le craignaient nombre de dirigeants. Mais sur le fond, ce texte de conclusions, qui a nécessité neuf heures de rédaction, résoudra-t-il durablement la crise migratoire? Permettra-t-il d'en finir, au moins pour cet été, avec les images de bateaux d'ONG errant sur les eaux de la Méditerranée centrale? Suffira-t-il à la chancelière allemande Angela Merkel pour calmer, outre-Rhin, son partenaire de coalition, la CSU bavaroise, qui la sommait de trouver une solution «européenne» avant la fin juin? Et recevra-t-il le feu vert de Matteo Salvini, le ministre italien de l'intérieur, l'homme fort de la coalition au pouvoir à Rome, qui a allumé la mèche de toute la crise politique au début de ce mois?

Rien n'était moins sûr tant le compromis sur la table ressemblait à un patchwork de desiderata nationaux. Et pour cause: depuis trois ans, les Européens s'opposent frontalement, sans avoir réussi, vendredi, à surmonter la division entre les pays qui sont en première ligne face à la migration (Italie, Grèce, Espagne), qui réclament davantage de solidarité, et ceux de l'Est qui continuent obstinément de la leur refuser.

Plates-formes de débarquement

Certes, sur le papier, l'accord propose de continuer à plancher sur une réforme de la convention de Dublin, censée instaurer un partage plus équitable des réfugiés, mais aucune date de conclusion

n'est fixée. Le «groupe de Visegrad» (Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie) continuant à refuser d'accueillir des réfugiés, les Vingt-Huit se sont concentrés sur le concept, encore très vague – et emprunté au Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR) –, de «plates-formes de débarquement» des migrants hors de l'UE, probablement dans des pays d'Afrique du Nord dont on ignore toutefois s'ils accepteront – la Tunisie et le Maroc ont d'ailleurs déjà dit non.

Les Vingt-Huit ont aussi décidé d'instaurer un système «volontaire» de centres dits «contrôlés», pour tenter de gérer de manière moins chaotique les futurs bateaux arrivant de Libye et entrant dans les eaux internationales et que, dans le respect du droit de la mer, les Européens se doivent de secourir. Jusqu'à présent, l'Italie avait accepté de superviser les secours en mer. Avec l'arrivée de M. Salvini à l'intérieur, elle a brutalement fait volte-face et ferme désormais ses ports aux navires des ONG. C'est cette esquisse de «hot

«C'EST TELLEMENT VAGUE. COMMENT VA-T-ON METTRE CELA EN MUSIQUE SUR LE PLAN PRATIQUE?», S'INTERROGE UN DIPLOMATE

spots» de nouvelle génération, sur laquelle les Vingt-Huit ont buté pendant des heures. Mais sans qu'aucun pays, et surtout pas la France ou l'Italie, ne se soit porté volontaire pour en établir sur son territoire... «*Ce qui compte, ce sont les principes, pour le côté opérationnel, on verra plus tard*», soulignait un diplomate dans la nuit, tentant de justifier les nombreuses zones floues du texte.

Le principe de «solidarité» est souvent mentionné. C'est cet engagement que M. Conte était venu décrocher. «*Je veux des engagements concrets et plus des paroles*», avait-il déclaré à son arrivée à Bruxelles, en menaçant ensuite de bloquer tout accord. M. Macron a pu jouer au conciliateur, travaillant à un premier accord franco-italien en début de soirée. Il a servi de base au compromis à Vingt-Huit. Sans pour autant aller jusqu'à proposer d'ouvrir les ports hexagonaux aux bateaux chargés de migrants et bloqués dans le sud de la Méditerranée.

Pour les gouvernements espagnol et surtout français, qui jouent aux équilibristes entre discours

humanitaire et injonctions des populistes à barricader l'UE, il s'agissait d'éviter de toute urgence que de nouveaux bateaux fassent les gros titres, renforçant l'image de leur impuissance et donnant «un nombre croissant d'arguments aux mouvements populistes et antieuropéens», selon la formule du président du Conseil, Donald Tusk. M. Macron, M^{me} Merkel et le premier ministre espagnol Pedro Sanchez voulaient montrer qu'on pouvait défendre les valeurs de l'Europe – solidarité et droit à l'asile – sans pour autant récupérer la totalité du «fardeau» italien. M^{me} Merkel devait absolument ramener à Berlin un paragraphe sur la limitation des «mouvements secondaires» de migrants – leur passage dans un autre pays que celui de leur arrivée – afin d'éviter l'éclatement de sa coalition.

Usine à gaz

Quant aux pays du groupe de Visegrad, avec la Hongrie au premier rang, ils espéraient pouvoir dire qu'ils avaient trouvé la solution miracle pour barricader définitivement l'UE. Ils ont obtenu que l'affirmation de la nécessaire solidarité dans la répartition des réfugiés soit assortie de la mention «sur une base volontaire». Quitte, en échange de leur refus d'accueillir le moindre étranger, à contribuer financièrement à l'effort général.

Tout le monde a donc retrouvé ses petits – plus ou moins – au prix d'un texte en forme d'usine à gaz... «*C'est tellement vague. Comment est-ce qu'on va mettre tout cela en musique d'un point de vue pratique?*», se questionnait, au milieu de la nuit, une source diplomatique. Cette réunion présentée comme cruciale avait un côté d'autant plus surréaliste que la crise migratoire n'existe pas dans les faits: les flux de migrants ont diminué de 95 % depuis octobre 2015, comme le rappellent les conclusions du Conseil. La «crise» n'est qu'une énorme crispation politique rendant plus complexe encore un accord. Cette longue nuit aura, en tout cas, permis de tester la nouvelle manière de négocier du gouvernement popu-

liste italien: assez peu orthodoxe, et peu expérimentée. M. Conte et ses équipes ont tout de suite brisé leurs partenaires, en prenant en otage toutes les conclusions du Conseil, y compris la partie consensuelle sur le commerce, qui avait été agréée dans l'après-midi.

M. Conte exigeait en échange une réécriture du chapitre migration dans un sens plus favorable à Rome – avec l'affirmation claire

d'une solidarité européenne – et même, au début, une remise en cause complète du règlement de Dublin. Sans filtre, un officiel italien envoyait même à la presse italienne un SMS assorti d'une émoticône représentant un doigt d'honneur pour réagir à la première mouture, française, des «centres fermés» dans l'UE. Au moment même où M. Conte planchait sur une nouvelle version avec M. Macron...

Celui-ci a maintenu durant la négociation, un «en même temps» compliqué, consistant à rester ferme sur les principes de l'UE, tout en donnant des gages aux populistes italiens. Mais sur le fond, il n'a rien lâché. S'il a dit, lorsqu'il était ministre de l'économie, son admiration pour la politique d'ouverture menée par Angela Merkel en 2015, il se montre beaucoup plus réservé sur l'accueil des migrants depuis son arrivée à l'Élysée. Selon son entourage, s'afficher pro-migrants, comme l'avait fait la chancelière allemande, serait en effet prendre le risque de provoquer un afflux vers

la France. «*Si vous dites oui [à l'Aquarius], vous créez un appel d'air en deux semaines*», met en garde un ministre proche du chef de l'Etat. Selon certains soutiens de M. Macron, «*il y a 300 000 "dublinés" [du nom des accords de Dublin, qui prévoient que le pays par où sont entrés les migrants en Europe se charge de leur demande*

d'asile] en Allemagne et 1 million de migrants en Libye qui n'attendent qu'un signe d'ouverture pour venir en France».

Or, estime-t-on à Paris, le pays n'est absolument pas prêt à supporter un afflux important. Dans un discours prononcé à Quimper (Finistère), le 21 juin, M. Macron a mis en garde «*les donneurs de leçons*» sur les «*fractures*» de la société française à ce sujet. «*Que chacun aille regarder la réalité de ce qui se passe [et] allez m'expliquer qu'il faudrait accueillir tout le monde aujourd'hui! Mais regardez la société française et ses fractures!*», s'était défendu le président. «*Tout le monde tombe sur le dos de Gérard Collomb* [ministre de l'inté-

rieur] et de sa loi asile et immigration. Mais la vérité, c'est que M. Collomb est à gauche de l'opinion aujourd'hui», abonde un soutien de M. Macron. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX,
CÉDRIC PIETRALUNGA,
ET JEAN-PIERRE STROOBANTS

LE CONTEXTE

CENTRES CONTRÔLÉS

Les 28 chefs d'Etat et de gouvernement se sont entendus pour créer des «centres contrôlés» en Europe pour «prendre en charge» les migrants secourus en Méditerranée. Leur localisation se fera «uniquement sur une base volontaire».

Le Conseil européen «invite» aussi la Commission «à examiner sans tarder le concept de plates-formes régionales de débarquement», dans des pays hors de l'Union européenne.

La réforme du règlement de Dublin sur les demandeurs d'asile est renvoyée à plus tard.